

LA NOUVELLE FORGE

Association loi 1901

Les Marches de l'Oise

Bâtiment Madrid

100, rue Louis Blanc

60160 MONTATAIRE

SIREN : 775 628 522

APE : 7010Z

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

LA NOUVELLE FORGE

Association loi 1901

Les Marches de l'Oise

Bâtiment Madrid

100 rue Louis Blanc

60160 MONTATAIRE

SIREN : 775 628 522

APE : 7010Z

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2024

Aux membres de l'Assemblée Générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association La Nouvelle Forge relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié :

- La présentation d'ensemble des comptes notamment pour ce qui concerne l'exhaustivité de la compilation des comptes pour l'établissement des comptes annuels ;
- Les modalités définitives d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités administratives assurant le financement des établissements de l'association ;
- La conformité du traitement comptable des concours publics et subventions aux dispositions des règlements ANC 2018-06 et ANC 2019-04 ;
- La conformité du traitement comptable des fonds dédiés avec le règlement comptable ANC 2018-06.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport économique et financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 27 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
Léo Jégard & Associés
 Représenté par,

Signé numériquement par Nitro
 Software Belgium NV - Nitro Sign
 Premium pour le compte de
 Aymen BRAHIM
 (a.brahim@jegardcreatis.com)
 Date : 27/06/2025 17:06:32
 Signé avec le mot de passe à
 usage unique envoyé par email :
 217799

Aymen BRAHIM
 Associé

ACTIF	Exercice 31/12/2024			Exercice 31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	574 819	574 819		
Frais de recherche et de développement	36 418	27 840	8 578	8 907
Concessions, brevets, licences, marques, ...	834 169	497 950	336 219	139 458
Immobilisations incorporelles en cours	255 959		255 959	316 573
Immobilisations corporelles				
Terrains	3 891 135	34 511	3 856 624	3 320 936
Constructions	23 859 491	7 525 887	16 333 605	16 357 345
Installations techniques, matériels et outillage	1 889 834	1 441 660	448 174	437 939
Autres immobilisations corporelles	5 287 533	3 286 870	2 000 663	1 738 903
Immobilisations corporelles en cours	2 394 989		2 394 989	745 134
Avances et acomptes				405 900
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	14		14	14
Autres titres immobilisés	359 473		359 473	352 489
Prêts	965 447		965 447	878 804
Autres immobilisations financières	111 826		111 826	100 827
ACTIF IMMOBILISE - Total I	40 461 107	13 389 537	27 071 570	24 803 230
ACTIF CIRCULANT				
Avances et acomptes	255 270		255 270	33 640
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 220 398	28 815	1 191 582	1 278 455
Autres créances	1 592 705		1 592 705	1 292 732
Valeurs mobilières de placement	8 000 000		8 000 000	11 000 000
Disponibilités	14 161 616		14 161 616	13 969 264
Charges constatées d'avance	148 635		148 635	144 692
ACTIF CIRCULANT - Total II	25 378 624	28 815	25 349 809	27 718 783
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	65 839 731	13 418 353	52 421 379	52 522 013

PASSIF	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	62 093	62 093
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres complémentaires	591 108	591 108
Réserves		
Réserves pour projet de l'entité	24 265 676	22 569 329
dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	24 265 676	22 569 329
Autres réserves	1 773 612	1 751 753
Report à nouveau	901 088	2 307 628
dont report à nouveau hors activités sociales et médico-sociales	1 430 005	1 322 498
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales non contrôlées	554 049	554 049
dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-528 917	985 130
dont charges des activités SMS de prise en compte différée	-2 384 254	-2 146 097
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 124 530	311 661
Situation nette (sous total)	26 469 047	27 593 572
Subventions d'investissement	1 905 946	1 961 242
Provisions réglementées	2 214 318	1 803 704
FONDS ASSOCIATIFS - Total I	30 589 310	31 358 518
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds dédiés	3 362 729	1 750 392
FONDS REPORTES ET DEDIES - Total II	3 362 729	1 750 392
PROVISIONS		
Provisions pour risques	94 954	135 871
Provisions pour charges	2 865 229	2 937 516
PROVISIONS - Total III	2 960 183	3 073 387
DETTES		
Emprunts et dettes auprès établissement de crédit	8 022 159	8 391 712
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 204 851	2 342 584
Dettes fiscales et sociales	5 016 575	4 981 835
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	45 680	116 593
Autres dettes	104 884	103 320
Produits constatés d'avance	115 007	403 672
DETTES - Total IV	15 509 157	16 339 716
TOTAL GENERAL (I + II + III+ IV + V)	52 421 379	52 522 013
(1) ACTIF - Fonds commercial : Dont droit au bail		
(2) ACTIF - Immobilisations financières : Dont à moins d'un an (brut)		
(3) ACTIF - Créances : Dont à plus d'un an (brut)	8 040 843	9 436 217
(4) PASSIF - Dettes : Dont à plus d'un an	8 341 420	8 698 575
Dont à moins d'un an	7 167 738	7 641 141
(5) PASSIF - Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	0	0
(6) PASSIF - Dont emprunts participatifs	0	0

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 31/12/2024	Exercice 31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	150	60
Ventes de biens et services		
Ventes de prestations de services	1 417 193	1 341 109
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	40 919 710	39 184 969
<i>dont des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlées</i>	39 474 502	37 824 120
Ressources liées à la générosité du public	2 670	2 862
<i>Dons manuels</i>	2 670	2 862
Contributions financières	203 359	100 000
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	215 897	202 843
Utilisations des fonds dédiés	678 903	368 284
Autres produits	1 022 131	935 415
Total I	44 460 012	42 135 543
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	8 965 379	8 628 461
Impôts, taxes et versements assimilés	2 411 510	2 314 129
Salaires et traitements	21 248 973	20 379 124
Charges Sociales	8 772 955	8 342 529
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	1 606 736	1 598 923
Reports en fonds dédiés	2 291 240	535 518
Autres charges	12 186	112 929
Total II	45 308 978	41 911 613
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-848 966	223 930
PRODUITS FINANCIERS		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	7 009	524
Autres intérêts et produits assimilés	445 448	333 715
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		85 039
Total III	452 457	419 277
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	242 336	209 217
Total IV	242 336	209 217
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	210 121	210 060
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-638 845	433 990
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	46 979	191 745
Sur opérations en capital	168 113	438 520
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		50 446
Total V	215 092	680 711
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	178 630	147 217
Sur opérations en capital	17 032	108 943
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	410 613	468 713
Total VI	606 275	724 873
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	-391 184	-44 162
Impôts sur les bénéfices (VIII)	94 501	78 166
Total des produits (I+III+V)	45 127 561	43 235 531
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	46 252 091	42 923 870
EXCEDENT OU DEFICIT	-1 124 530	311 661

La Nouvelle Forge
Les Marches de l'Oise
Bâtiment Madrid
100 rue Louis Blanc
60160 MONTATAIRE

Association de santé mentale

Association loi du 01/07/1901, constituée sous le nom de "Association Médico-pédagogique LA FORGE" et déclarée à la préfecture de Paris le 14/07/51 sous le N° 165, devenue "Association Médico-pédagogique LA NOUVELLE FORGE" (J.O. du 3/11/53), puis "Association de Santé Mentale LA NOUVELLE FORGE" (J.O. du 14/05/78)

Annexe Comptes Annuels 2024

Sommaire

1. Préambule.....	4
2. Présentation de l'entité et de ses activités.....	4
2.1. Présentation de l'entité.....	4
2.2. Faits significatifs.....	5
2.2.1. Les activités nouvelles :	5
3. Règles et méthodes comptables.....	6
3.1. Principes comptables	6
3.2. Dérogation aux principes comptables.....	7
3.3. Evènements postérieurs à la clôture.....	7
3.4. Changement de méthode comptable.....	7
3.5. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :	7
3.5.1. Agrégation des comptes annuels	7
3.5.2. Immobilisations incorporelles et corporelles	8
3.5.3. Les créances et les dettes.....	9
3.5.4. Provisions pour risques et charges.....	9
3.5.5. Les baux à construction et conventions de location.....	9
3.5.6. Subventions d'investissements sur biens non renouvelables	12
3.5.7. Provisions réglementées	12
3.5.8. Fonds dédiés.....	12
3.5.9. Les indemnités de fin de carrière.....	12
4. Informations relatives au bilan.....	14
4.1. Actif.....	14
4.1.1. Tableau des immobilisations	14
4.1.2. Tableau des amortissements	16
4.1.3. Tableau des dépréciations	16
4.1.4. Etat des créances	17
4.1.5. Détail des produits à recevoir.....	18
4.1.6. Détail des charges constatées d'avance	18
4.2. Passif.....	19
4.2.1. Variation des fonds propres.....	19
4.2.2. Report à nouveau.....	20
4.2.3. Résultats comptables, résultats effectifs et résultats administratifs des établissements	21
4.2.4. Réserves pour projet de l'entité.....	22
4.2.5. Tableau des provisions pour risques et charges.....	22
4.2.6. Tableau de suivi des fonds dédiés	23

4.2.7.	Etat des dettes	25
4.2.8.	Détail des charges à payer	26
4.2.9.	Détail des produits constatés d'avance	26
5.	Informations relatives au compte de résultat.....	27
5.1.	Présentation du compte de Résultat.....	27
5.2.	Présentation des produits d'exploitation	28
5.3.	Détail des produits d'exploitation	29
5.4.	Détail des financements publics	30
5.5.	Contributions volontaires en nature	30
5.6.	Engagements hors bilan.....	30
5.6.1.	Engagements financiers.....	30
5.6.2.	Dettes garanties par des suretés réelles	31
5.6.3.	Tableau de suivi des legs et donations.....	31
5.7.	Informations relatives aux contrats de crédit-bail.....	31
5.8.	Effectif moyen :	31
5.9.	Honoraires du commissaire aux comptes.....	32
5.10.	Informations sur les rémunérations des dirigeants.....	32

1. Préambule

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan : **52 421 378,95 €**
- Total du compte de résultat Produits : **45 127 561,02 €**
- Résultat de l'exercice : Déficit de **-1 124 529,58 €**

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

2. Présentation de l'entité et de ses activités

2.1. Présentation de l'entité

Dans les **19 communes d'implantation**, **600 professionnels** de la Nouvelle Forge apportent à plus de **3 000 usagers**, **des soins en matière de santé, de développement de leur personnalité et d'éducation** afin de leur permettre de développer leur **autonomie et leurs potentialités d'inclusion dans le tissu social, scolaire et professionnel**.

Née dans l'immédiat après-guerre pour aider les enfants qui en avaient souffert, l'Association La Nouvelle Forge n'a cessé de développer **des réponses individualisées** aux enfants qui lui étaient confiés. Elle a évolué, tout en gardant ses valeurs. Elle s'est ancrée dans les territoires de l'Oise et de la Somme. Elle a innové, tissé des partenariats et développé de nouveaux savoir-faire.

Les valeurs de l'Association sont indéniablement **humanistes et laïques**, La Nouvelle Forge accompagne ceux qui en ont le plus besoin. Il s'agit **d'enfants, d'adolescents, de femmes ou d'hommes en difficulté ou en « détresse de vivre »**, de toutes origines et conditions sociales. Ils sont concernés par l'autisme, les troubles du comportement, une souffrance ou un handicap psychique, la phobie scolaire, la déficience intellectuelle, un handicap rare... Ce sont avant tout des êtres singuliers, doués de potentialités, que les équipes accompagnent chaque jour, pour **répondre, de manière individualisée, à leurs besoins, les aider à s'épanouir et à trouver, dans la société, la place à laquelle ils ont droit**.

La Nouvelle Forge essaie de faire évoluer la société ; de faire comprendre que la maladie ou le handicap n'est pas un état en soi, mais qu'ils peuvent concerner tout un chacun, lorsqu'il est confronté aux obstacles dans ses activités et sa participation à la vie sociale du fait d'une maladie. **Ainsi, l'Association peut offrir des services de meilleure qualité et imaginer de nouveaux services adaptés à des besoins parfois encore sans réponse.**

Présente essentiellement dans le champ de la santé mentale, La Nouvelle Forge se développe et diversifie ses activités tant dans le champ sanitaire que médico-social et social. L'association croit en la capacité de chacun à **dépasser sa condition et ses traumatismes**, grâce à une collaboration réfléchie entre les professionnels, les familles accompagnées et les partenaires extérieurs. Elle développe les ressources propres de chaque

personne en s'appuyant sur les avancées de la science et tout particulièrement des neurosciences dont l'apport dans la compensation du handicap constitue un véritable levier face à l'enjeu de l'inclusion.

La Nouvelle Forge exerce par délégation des missions de service public et s'engage à respecter les droits des usagers. Elle s'engage à ce que ses établissements et services respectent l'esprit de la loi, les valeurs qu'elle affiche et mettent en œuvre les orientations qu'elle a définies dans le respect du cadre associatif.

Les modalités de gouvernance de l'association contribuent au respect de ces principes et doivent permettre aux professionnels de comprendre le cadre et les valeurs de l'action associative, grâce à une information adaptée.

Le Conseil d'administration de l'association est composé de 12 à 18 membres et s'efforce de garder une composition diversifiée de personnes partageant les valeurs de l'Association. Il se réunit au moins une fois par trimestre.

Le Bureau du Conseil d'administration est composé d'un président, d'un vice-président, d'un secrétaire, d'un secrétaire adjoint, d'un trésorier et d'un trésorier adjoint qui se réunit régulièrement.

Les missions du Conseil d'administration sont d'impulser et de fixer les orientations stratégiques de l'Association et de ses établissements. Il décide des changements et des axes de développement, dans le cadre de la vocation et de la vision préalablement définie.

L'activité de l'association est organisée en 4 pôles :

- **Pôle Sanitaire**, intégrant la gestion sanitaire d'un secteur de psychiatrie infanto-juvénile et la gestion médico-sociale de CMPP dans l'Oise
- **Pôle Médico-social Enfants Adolescents** dans l'Oise
- **Pôle Médico-social Adultes** dans l'Oise
- **Pôle Médico-social de la Somme**

Sa double gestion d'un secteur infanto-juvénile sanitaire et d'un pôle médico-social facilite les coopérations et interactions entre les deux secteurs.

2.2. Faits significatifs

2.2.1. Les activités nouvelles :

- **Equipe GPS (Grande précarité Santé)**

Lancement de l'équipe mobile Grande Précarité Santé accès logement en partenariat avec le SIAO depuis avril 2024.

- **Appuis Spécifiques**

Lancement des Appuis Spécifiques Handicap Psychique de l'AGEFIPH/FIPHFP avec le Pôle Somme et Esprit 02 sur les ex-départements de la Picardie.

- **Equipe mobile PJA**

Création d'une équipe mobile PJA en septembre 2024 par redéploiement pour répondre aux besoins d'un jeune public en particulier les 16/20 ans sous forme de dispositif intégré et pour couvrir le besoin sur cette tranche d'âge.

3. Règles et méthodes comptables

3.1. Principes comptables

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la **méthode des coûts historiques**.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au plan comptable général, règlement 2014-03 et suivants de l'autorité des Normes Comptables en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC 2018-06 relatif aux personnes morales de droit privé à but non lucratif tenus d'établir des comptes annuels
- règlement ANC 2019-04 relatif aux organismes gérant des établissements sociaux et médico-sociaux ;
- la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction comptable et budgétaire des établissements publics de santé (M21) et applicables aux établissements de santé privés d'intérêt collectif (ESPIC)
- la nomenclature des comptes prévue dans l'instruction M22 et publiée dans l'arrêté du 23 décembre 2019 relatif au plan comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux relevant du I de l'article L312-1 du code de l'action sociale et des familles, dit M22 bis
- les dispositions du code de l'action sociale et des familles applicables aux comptes des établissements et services sociaux et médico-sociaux
- l'instruction de la DGAS du 17/08/2007 présentant les règles comptables applicables aux établissements relevant de l'article R.314-1 du CASF applicables à partir du 1 janvier 2007 pour les établissements privés

Et notamment en matière de :

- détermination des résultats.
- d'affectation au compte 1486 des différences sur réalisations d'immobilisations. En effet, afin de permettre de renforcer les possibilités de financement des établissements, les plus-values de cessions d'éléments d'actif sont transférées à un compte de provisions réglementées avant la clôture de l'exercice ; les moins-values sont également transférées en priorité sur ce compte dans la limite de son solde créditeur.
- Pour mieux correspondre à la logique budgétaire, les charges de séjours thérapeutiques ont été comptabilisées, non pas par nature, mais au compte 611228.

La **variation de provision pour congés à payer** est admise à être comptabilisée dans les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux mais reste non opposable au financeur. Ceci explique les notions apparaissant sur le tableau de proposition d'affectation des résultats : affectation du résultat administratif sur un compte de fonds propres négatifs de l'association pour le montant de la variation de congés payés.

3.2. Dérogation aux principes comptables

Néant

3.3. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

3.4. Changement de méthode comptable

Néant

3.5. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

3.5.1. Agrégation des comptes annuels

L'association gère les activités suivantes :

- **activités médico-sociales** dont la gestion est contrôlée et dont les financements proviennent de plusieurs sources :
 - La majorité des autorisations sont intégrées dans un CPOM contracté avec notre financeur, l'ARS (Agence Régionale de santé) des Hauts de France.
 - 3 autorisations sont totalement ou partiellement financées par le Conseil Départemental : le SAVS et les 2 SAMSAH de l'Oise et de la Somme
 - L'ESSIP est financé par l'ARS sur des fonds de prévention, hors CPOM
 - Le SSIAD Amiens Santé est financé par l'ARS, Hors CPOM
- **activité sanitaire**, dont la gestion est contrôlée et intégrée dans un CPOM,
- **la maison des adolescents**, financée par des fonds d'Intervention Régional de l'ARS hors CPOM,
- **l'activité propre de l'association** dont la gestion est libre. Elle intègre des dispositifs hors champs de compétence des établissements réglementés (tel que le dispositif AMIL, Equipe mobile GPS, Habitat inclusif),
- **l'activité commerciale de l'ESAT**, dont l'activité est libre, même si elle dépend directement de l'établissement médico-social,
- **les fonctions du siège (services communs) de l'association** dont l'activité est à ce jour libre et financée par un prélèvement de ressources sur chaque établissement,

Ces établissements et activités tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, **une sommation des différentes comptabilités** a été effectuée.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.

Les comptes de résultat des établissements ou services médico-sociaux, soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

Le résultat comptable de l'association résulte de la compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services.

Compte tenu des modalités de financement prévues par le CPOM, les résultats des établissements médico-sociaux sont compensables. Le tableau de la proposition d'affectation des résultats détaille les résultats par établissement.

3.5.2. Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés sur le coût d'acquisition suivant le mode linéaire selon les durées suivantes :

Nature de l'immobilisation	Durée
Frais d'établissement	1 an
Frais de recherches et de développement	3 ans
Droits utilisations logiciels	3 ans et 8 ans
Bâtiments sur sol propre	de 15 à 50 ans
Bâtiments sur sols d'autrui	De 10 à 50 ans
Matériel et outillage	5, 7, 10 et 15 ans
Matériel de transport	4, 5 et 7 ans
Matériel de bureau et informatique	3, 4 et 5 ans
Mobilier	5, 7 et 10 ans

Les dotations aux amortissements sont calculées au prorata temporis avec application de la **méthode par composants** en référence à l'avis du CNC du 4 mai 2007.

Pour les mobiliers et matériels **destinés à l'hébergement**, une durée d'amortissement plus courte est appliquée afin de tenir compte d'un usage particulièrement intensif.

Coût d'emprunt

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont portés en charges.

Les frais de garantie sur emprunts sont portés en charges.

Frais d'acquisition

Les frais d'acquisition des immobilisations sont ajoutés à la valeur des immobilisations.

3.5.3. Les créances et les dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à la valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable. Les créances clients relatives à l'activité commerciale de l'ESAT sont provisionnées lorsque tous les recours ont été mis en œuvre.

3.5.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions ont été valorisées en fonction de l'évaluation du risque encouru.

3.5.5. Les baux à construction et conventions de location

Concernant la maison d'accueil spécialisée (MAS) à Amiens

La Nouvelle Forge, propriétaire d'un terrain d'une surface de 295 m², situé dans l'emprise du centre hospitalier Philippe Pinel à Amiens, a signé, le 26 juin 2015, **un bail à construction** au profit de l'OPAC de l'OISE, pour la construction du bâtiment de la MAS, comprenant 45 places d'hébergement, des locaux administratifs et de soins destinés à des adultes handicapés atteints de maladies neurologiques graves. Ce bail à construction est consenti pour une durée de 40 ans, de 2017 à 2056. Au cours du bail, le preneur est propriétaire des constructions édifiées, et, à l'expiration du bail, la Nouvelle Forge deviendra de plein droit propriétaire des constructions. Le bail est consenti moyennant un loyer d'UN EURO SYMBOLIQUE.

Par ailleurs, **une convention de location** entre l'OPAC de l'Oise et la Nouvelle Forge a été signée le 06 avril 2017, par laquelle l'OPAC de l'Oise confie à la Nouvelle Forge la Maison d'Accueil Spécialisée, pour une durée de 40 ans moyennant une redevance annuelle. Celle-ci est composée d'éléments prévisionnels pouvant varier, c'est pourquoi elle fait l'objet d'une régularisation chaque année. Cette redevance comprend les éléments suivants :

- Le montant des annuités (intérêts et amortissements) de l'emprunt PHARE (**Prêt Habitat Amélioration Restructuration Extension**) Caisse des Dépôts et Consignations, contracté par le bailleur pour la construction du bâtiment. Les trois premières années de la redevance, sont intégrées : les coûts de portage, l'avance de trésorerie effectuée par l'OPAC, sur la base du taux du Livret A augmenté de 1%, le coût des intérêts de préfinancement, les frais de mise en place des prêts PHARE immobilier et foncier

- Le remboursement annuel des frais de gestion du propriétaire facturés à hauteur de 0,3% du coût définitif de l'ouvrage, indexés sur l'indice de révision des loyers.
- L'avance pour travaux quittancée dès la première année pour un montant correspondant à 0,8% du coût définitif de l'ouvrage, elle sera réajustée chaque année sur la base de l'indice de l'INSEE du coût de la construction. Comme annoncé en 2021, l'avance pour travaux est réduite au taux de 0,5% du prix de revient actualisé dès le 1/1/2022.
- Le montant correspondant aux primes d'assurance relatives à la maîtrise d'ouvrage et au statut du propriétaire des murs, indexé selon l'indice figurant au contrat souscrit avec l'assureur.
- La taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties.

Les redevances prévisionnelles ainsi calculées varient fortement sur la période des 40 années ; Aussi pour faciliter la gestion budgétaire de l'établissement, les charges des loyers sont comptabilisées pour un montant correspondant au loyer moyen. Ce loyer moyen, calculé en 2019, sur la période allant de 2019 à 2051 est de 455 K€. Sont exclues les 5 dernières années de la convention, dont les loyers sont d'environ 200 K€ annuel, ce qui permet de laisser une marge budgétaire à terme, en cas de travaux imprévus et au cas où certains indices varieraient fortement.

Le prix de revient initial de la construction est de 7 818 K€ (valeur 2017). **Le total des loyers prévisionnels restant à courir au 31/12/2024 est de 13 544 K€.** L'écart entre le loyer moyen et le loyer facturé sera constaté en compte 408100.

Le compte 40810010 est créditeur de 145 887 € au 31/12/2024.

Concernant la construction de Venette :

La nouvelle Forge, propriétaire d'un terrain d'une surface proche de 3 300 m², acheté le 7 février 2017, situé à Venette, dans la proche banlieue de Compiègne, a signé, le 13 novembre 2017, **un bail à construction** au profit de l'OPAC de l'OISE, pour la construction du bâtiment qui permet d'accueillir plusieurs activités : l'Externat Médico Educatif l'Arbre (EME) d'une capacité d'accueil de 16 jeunes, le Pôle Jeunes vers l'Autonomie (PJA) d'une capacité d'accueil de 30 places, le Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés (SAMSAH) d'une capacité de 41 places, le Pôle de Compétences et de Prestations Externalisées (PCPE), l'équipe mobile situations complexes. Ce bail à construction est consenti pour une durée de 40 ans, à compter du 13 novembre 2017. Au cours du bail, le preneur est propriétaire des constructions édifiées, et, à l'expiration du bail, la Nouvelle Forge deviendra de plein droit propriétaire des constructions. Le bail est consenti moyennant un loyer d'UN EURO SYMBOLIQUE.

Par ailleurs, **une convention de location** entre l'OPAC de l'Oise et la Nouvelle Forge prévoit la mise à disposition par l'OPAC de l'Oise à la Nouvelle Forge, des dits bâtiments pour une durée de 40 ans moyennant une redevance annuelle. Celle-ci est composée d'éléments prévisionnels pouvant varier, c'est pourquoi elle fait l'objet d'une régularisation chaque année. Cette redevance comprend les éléments suivants :

- Le montant des annuités (intérêts et amortissements) de l'emprunt PHARE du bâtiment. Les premières années de la redevance, sont intégrées : les coûts de portage, l'avance de trésorerie effectuée par l'OPAC, sur la base du taux du Livret A augmenté

de 1%, le coût des intérêts de préfinancement, les frais de mise en place des prêts PHARE immobilier et foncier

- Le remboursement annuel des frais de gestion du propriétaire facturés à hauteur de 0,3% du coût définitif de l'ouvrage, indexés sur l'indice INSEE du coût horaire du travail révisé salaires et charges dans le secteur immobilier.
- L'avance pour travaux quittancée dès la première année pour un montant correspondant à 0,8% du coût définitif de l'ouvrage, elle sera réajustée chaque année sur la base de l'indice de l'INSEE du coût de la construction.
- Le montant correspondant aux primes d'assurance relatives à la maîtrise d'ouvrage et au statut du propriétaire des murs, indexé selon l'indice figurant au contrat souscrit avec l'assureur.
- La taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties.

Rappel de la situation au 31/12/2019 :

Les redevances prévisionnelles ainsi calculées varient fortement sur la période des 40 années. Aussi pour faciliter la gestion budgétaire de l'établissement, les charges des loyers sont comptabilisées pour un montant correspondant au loyer moyen de 516 K€. Cette moyenne est calculée sur la période allant de 2019 à 2054, elle exclut les 5 dernières années dont les loyers sont d'environ 230 K€ annuel, ce qui permet de laisser, à terme, une marge budgétaire en cas de travaux imprévus et au cas où certains indices varieraient fortement.

Situation au 31/12/2024 :

La souscription de l'emprunt et l'obtention de la garantie de l'emprunt auprès du Conseil Départemental n'ont pas pu être finalisés comme prévu initialement par l'OPAC. L'emprunt a finalement été contracté auprès du Crédit Agricole en 2020, pour une durée de 25 ans à un taux inférieur à 1%.

Les redevances définitives ont été déterminées fin 2020 compte tenu de ce financement et font apparaître une redevance moyenne à la baisse de 434 K€.

Le prix de revient définitif de la construction est de 6 941 K€ (valeur 2019). Le total des loyers restant à courir au 31/12/2024 est de 12 641 K€. Les loyers restant à courir sont indexés sur l'indice du coût de la construction (ICC), celui-ci a progressé de >12% en 6 ans, alors qu'en prévision la progression était valorisée à 3% annuellement.

Chaque année, le loyer est comptabilisé en charges pour 434 K€. L'écart entre le loyer moyen et le loyer facturé est constaté en compte 408100.

Le compte 40810020 est créditeur de 616 478 € au 31/12/2024.

3.5.6. Subventions d'investissements sur biens non renouvelables

Les subventions d'investissements proviennent de financements publics et sont affectées à des biens non renouvelables. Les subventions sont détaillées ci-après :

- pour 1 200 000 € concernant des subventions d'investissement provenant de fonds publics (Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie) reçues au cours des exercices antérieurs pour le **financement des bâtiments de l'IMPRO aux Ageux non totalement amortis.**
- pour 146 700 € et 69 800 € concernant des financements octroyés sur le pôle sanitaire, suite à un appel à manifestation d'intérêts, visant à **agir sur la réduction des inégalités de santé.**
- pour 54 705 € et 25 078 € concernant des financements au titre du Ségur de la santé et de France Relance pour le **soutien à l'investissement du quotidien pour le pôle sanitaire.**
- pour 25 000 € concernant des subventions d'investissement provenant de fonds publics (ARS) reçues au cours des exercices antérieurs pour le **financement de travaux de sécurisation de divers bâtiments non totalement amortis.**
- pour 200 000 € concernant des subventions d'investissement provenant de fonds publics (Fond de Modernisation des Etablissements de Santé Public et Privés) reçues au cours des exercices antérieurs pour le **financement de biens non totalement amortis : bâtiments du Centre de consultation de Senlis et du Centre de Psychiatrie et de Rééducation (CPR) de Senlis.**
- pour 500 000 € concernant des financements octroyés par le programme ESSMS Numérique et visant à **financer l'acquisition d'un nouvel outil informatisé du dossier de l'usager, pour les activités médico-sociales.**
- pour 34 045 € concernant des versements reçus au titre de la **taxe d'apprentissage.**

3.5.7. Provisions réglementées

Le règlement 2019-04 admet les provisions réglementées définies dans le code de l'action sociale et des familles suivantes :

- Provisions réglementées pour couverture du besoin en fonds de roulement
- Provisions réglementées afférentes aux plus-values nettes de cession d'actif des ESSMS
- Provisions réglementées pour produits financiers des ESSMS

Ces provisions ont pour objet d'apporter aux établissements des financements complémentaires qui ne sont pas liés à l'exploitation.

3.5.8. Fonds dédiés

Des financements privés, appelés « contributions financières », destinés à financer des investissements sont classés en fonds dédiés. Ils sont repris au compte de résultat au rythme des amortissements des biens qu'ils financent.

3.5.9. Les indemnités de fin de carrière

Au 31/12/2024 la provision pour départ en retraite a été évaluée à **2 835 229 €**, contre un montant de 2 907 516 € au 31/12/2023. Cette provision est entièrement comptabilisée dans le compte 153, la variation ainsi constatée est passée par les comptes de dotation et de reprise de provision.

Le tableau ci-après compare les hypothèses utilisées en 2023 et 2024

Variables	2 023	2 024
Type de départ	Départ à l'initiative du salarié	Départ à l'initiative du salarié
Age de départ à la retraite	60-64 ans	60-64 ans
Turn-over	Faible	Faible
Taux d'actualisation	3,17%	3,61%
Taux de progression salariale :	3%	3%
Charges sociales patronales dans le cadre d'un départ volontaire	47%	47%
Taux de contribution employeur sur les indemnités de mise à la retraite	50%	50%
Table de mortalité	INSEE 2023	INSEE 2024
CCN appliquée	Ets Services personnes inadaptées handicapées	Ets Services personnes inadaptées handicapées

La table de turn-over retenue applique un coefficient de probabilité de quitter l'employeur dégressif selon l'âge du salarié. La probabilité est de 23,40 % à 16 ans, régressant à 22 % à 17 ans, 20,70 % à 18 ans pour atteindre 2,80 % à 54 ans et finalement se fixer à 1 % à 64 ans.

Le taux de progression salariale est fixé à 3% en 2024 identique à 2023 compte tenu de l'évolution envisagée de l'inflation.

4. Informations relatives au bilan

4.1. Actif

4.1.1. Tableau des immobilisations

IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	acquisitions	cessions	Virement poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	574 819				574 819
Autres immobilisations incorporelles	651 305	0	-34 536	253 818	870 587
Immobilisations incorp. En cours	316 573	193 204		-253 818	255 959
Total I	1 542 698	193 204	-34 536	0	1 701 365
Immobilisations corporelles					0
Terrains	3 354 809	130 425		405 900	3 891 134
Constructions	23 328 421	679 428	-161 214	12 857	23 859 492
Installations techniques, matériel et outillage	1 930 838	144 421	-185 425		1 889 834
Installations générales, aménagements divers	0				0
Matériel de transport	2 184 299	423 029	-236 337		2 370 991
Matériel de bureau et informatique	884 410	247 908	-22 153		1 110 164
Mobilier	1 854 877	193 576	-242 077		1 806 377
Autres	0				0
Immobilisations corporelles en cours	1 151 034	1 788 038	-125 326	-418 757	2 394 989
Avances et acomptes	0				0
Total II	34 688 689	3 606 826	-972 533	0	37 322 982
Immobilisations financières					
Participations	0				0
Prêts	878 804	86 643			965 447
Autres titres et immobilisations	453 330	17 983			471 313
Total III	1 332 134	104 626	0	0	1 436 760
TOTAL (I+II+III)	37 563 521	3 904 656	-1 007 069	0	40 461 107

Immobilisations incorporelles

Les acquisitions sont liées à la mise en œuvre du schéma directeur du système d'information. :

- 100 410 € relatif au système d'aide décisionnel,
- 137 088 € relatif à la « transformation du système d'information »,
- 16 320 € refonte du site internet de l'association.

En cours, le changement du logiciel Dossiers des usagers (255 959 €)

Terrains :

L'association a fait l'acquisition de deux terrains (536 325 €).

L'un à Crépy-En-Valois, l'autre à Amiens dans l'enceinte de l'hôpital Philippe Pinel en vue de leurs futurs projets immobiliers.

Les constructions :

Les investissements de l'année ont concerné principalement l'achèvement des travaux de rénovation de la maison des adolescents à Nogent sur Oise pour 498 k€ commencés en juillet

2023 et mis en service en février 2024, ainsi que des travaux complémentaires à l'IME DECROLY (68 k€).

Le matériel de transport :

Acquisition de quatorze véhicules (soit 11% de la flotte automobile).

Le matériel de bureau et informatique :

Campagne de renouvellement du parc informatique engagé en 2023 et poursuivis en 2024 en lien avec le projet de transformation et de modernisation du Système d'Information.

Les immobilisations corporelles en cours :

Les projets en cours sont les suivants :

- 1 998 946 € sur le projet de rénovation/extension du CPR (hôpital de jour) de Senlis, dont l'achèvement est prévu pour fin 2025
- 15 150 € sur le projet de rénovation/mise en accessibilité du CCCA de Crépy en Valois
- 105 612 € sur des travaux d'aménagement dans les locaux de la plateforme d'accompagnement et de répit (PFR) de l'Oise à La Croix Saint Ouen.

Il est à noter un passage en charge des frais engagés sur un projet de construction à Pont Sainte Maxence (125 326 €). Ce projet a été abandonné du fait d'un terrain inapproprié en raison de l'accroissement du SESSAD de l'Arbre. Une nouvelle implantation est à l'étude également à Pont Sainte Maxence.

Les immobilisations financières :

- Les prêts pour 965 447 € correspondent aux versements de la cotisation effort construction réalisés chaque année sous forme de prêt et remboursables après 20 ans. Nous arrivons au terme des premiers versements. Ils commenceront à être restitués à l'association à compter de l'année 2025 (22 k€) et se poursuivront chaque année.
- Les autres titres immobilisés pour 471 313 € sont relatifs à la valorisation des parts sociales de la BFCC acquises lors de la souscription d'emprunts pour 359 487 € et aux dépôts et cautionnements versés pour 111 826 €.

4.1.2. Tableau des amortissements

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	Valeur brute début d'exercice	augmentations	diminutions	virement de poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement	574 819				574 819
Autres immobilisations incorporelles	502 940	57 386	-34 536		525 790
Total I	1 077 759	57 386	-34 536		1 100 609
Immobilisations corporelles					
Terrains	33 874	637			34 511
Constructions	6 971 075	716 097	-161 286		7 525 887
Installations techniques, matériel et outillage	1 492 899	164 114	-215 352		1 441 660
Installations générales, aménagements divers	0				0
Matériel de transport	1 309 001	321 016	-226 602		1 403 416
Matériel de bureau et informatique	594 692	179 173	-70 684		703 181
Mobilier	1 280 990	162 327	-263 044		1 180 273
Autres	0				0
Immobilisations corporelles en cours	0				0
Avances et acomptes	0				0
Total II	11 682 532	1 543 364	-936 968		12 288 928
Immobilisations financières					
Participations	0				0
Prêts	0				0
Autres titres et immobilisations financières	0				0
Total III	0	0	0	0	0
TOTAL (I+II+III)	12 760 290	1 600 750	-971 504	0	13 389 537

A noter, l'amortissement des terrains concerne leurs aménagements tels que la pose de clôtures.

4.1.3. Tableau des dépréciations

NATURE DES DEPRECIATIONS	Solde en début d'exercice	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	Solde fin d'exercice
Dépréciations				
Sur immobilisations:				
- incorporelles				
- corporelles				
- financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients et comptes rattachés	9 214	23 677	4 075	28 816
Autres dépréciations	0			0
TOTAL	9 213	23 677	4 075	28 815
Dont dotations et reprises:				
- d'exploitation		23 677	4 075	
- financière				
- exceptionnelle				

Les dépréciations sur comptes clients concernent les créances sur les forfaits journaliers des résidents de la MAS pour 24 252 € et l'IME PJA 4 564 €.

4.1.4. Etat des créances

CREANCES	Montant brut	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
		Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Prêts (1)	965 447	0	965 447
Autres immobilisations financières	471 299		471 299
Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 220 398	1 116 300	104 098
Autres créances	1 592 705	1 592 705	
Valeur mobilières de placement	8 000 000	1 500 000	6 500 000
Charges constatées d'avance	148 635	148 635	
TOTAL	12 398 483	4 357 640	8 040 843

(1) Montant:

- Prêts accordés en cours d'exercice

86 643 €

- Remboursements obtenus en cours d'exercice

0 €

Les prêts accordés en cours d'exercice sont relatifs à la contribution effort construction versée sous forme de prêt à l'organisme collecteur. Les fonds seront remboursés au terme de 20 ans.

Les autres créances concernent principalement :

- Des créances aux organismes sociaux, pour 513 833 € principalement au titre de produits à recevoir pour indemnités journalières de sécurité sociale et de prévoyance,
- Des créances de l'Etat et des autres collectivités publiques pour 996 731 € : Tva, Aides sur contrats aidés et subventions à recevoir.

Les valeurs mobilières de placements pour 8 000 000 € dont 3 000 000 € de contrats à termes souscrits fin 2023 et dont 5 000 000 € de contrats de capitalisation souscrits en 2022. L'association continue à diversifier ses supports de placements afin d'optimiser ses rendements tout en sécurisant le capital déposé.

- Contrat de capitalisation Swisslife** en partenariat avec le Crédit Coopératif, placement de 1 500 K€, dont 55% sur des fonds en euros, 15% en parts de SCI : société civile immobilière et 30% en SICAV. La valeur nette de l'épargne s'élève à 1 580 782 € au 31/12/2024 (+2,4% net de frais sur 2024),
- Contrat de capitalisation AG2R la Mondiale** en partenariat avec la Société Générale. Durée du contrat : 8 ans. Placement de 2 000 K€, dont 55% sur des fonds en euros, 45% sur des fonds dont le capital est protégé au 31/12/2026, en l'absence de désinvestissement préalablement à cette date. La valorisation du contrat au 31/12/2024 s'élève à 2 062 098 €. (+3.1% depuis la date d'effet et +1,97% depuis le 31/12/2023),
- En lien avec Malakoff Humanis, souscription d'un **contrat de capitalisation IFC Qualia** multisupport pour 1 500 000 €, souscrit à 100% sur des fonds en euros à capital

garanti. Ce contrat est spécifiquement dédié au financement des Indemnités de fin de carrière. La valorisation du contrat au 31/12/2024 s'élève à 1 608 092 €. (+3,28% en 2024)

- **Contrats à terme** : à horizon 12 mois pour 1 500 000 €, à horizon 24 mois 1 500 000 €.

4.1.5. Détail des produits à recevoir

Détail des produits	Montants
1) sur créances fournisseurs	7 079
2) sur créances clients et comptes rattachés	41 564
3) sur créances du personnel	0
4) sur créances auprès des organismes sociaux	341 415
5) sur créances auprès de l'Etat	6 087
6) sur disponibilités	0
7) autres produits à recevoir	921
TOTAL	397 065

Les créances auprès des organismes sociaux concernent des indemnités journalières et prévoyances à recevoir faisant suite à des arrêts de travail. Ils sont en forte diminution sur l'exercice 2023 après un travail de recouvrement. Les créances sur disponibilités sont liées aux produits financiers encaissés en début janvier de l'année suivante.

4.1.6. Détail des charges constatées d'avance

Détail des charges	Montants
1) Maintenance	68 797
2) Locations immobilières	36 799
3) Autre	18 485
4) Documentation	9 597
5) Prestations de nettoyage extérieur	8 150
6) Locations mobilières	6 808
TOTAL	148 636

4.2. Passif

4.2.1. Variation des fonds propres

Nature des fonds propres	Solde début d'exercice	Affectation de résultat	Augmentation	Diminution	Solde en fin d'exercice
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise	62 093	0	0	0	62 093
Fonds propres statutaires	990	0	0	0	990
Fonds propres complémentaires	61 103	0	0	0	61 103
Fonds propres avec droit de reprise	591 108	0	0	0	591 108
Fonds propres statutaires	0	0	0	0	0
Fonds propres complémentaires	591 108	0	0	0	591 108
Ecart de réévaluation	0	0	0	0	0
Réserves	24 321 082	428 961	2 937 628	1 648 384	26 039 287
Réserves statutaires ou complémentaires	0	0	0	0	0
Réserves pour projet de l'entité	22 569 329	407 102	2 937 628	1 648 384	24 265 676
Dont activité sms sous gestion contrôlée	19 679 984	25 981	2 937 628	1 648 384	20 995 209
Autres réserves	1 751 753	21 859	0	0	1 773 612
Report à nouveau	2 307 628	-117 300	2 234 156	3 523 395	901 088
Dont activité sms sous gestion contrôlée	985 130	-206 992	2 234 156	3 505 580	-493 287
Excédent ou déficit de l'exercice	311 661	-311 661	0	1 124 530	-1 124 530
Dont activité sms sous gestion contrôlée	-199 202	199 202	0	1 481 846	-1 481 846
Situation nette (I)	27 593 572	0	5 171 783	6 296 309	26 469 047
Fonds propres consommables	0	0	0	0	0
Subventions d'investissements	1 961 242	0	34 045	89 341	1 905 946
Provisions réglementées	1 803 704	0	410 613	0	2 214 318
TOTAL (II)	3 764 946	0	444 659	89 341	4 120 263
TOTAL (I+II)	31 358 518	0	5 616 442	6 385 650	30 589 310

Le résultat 2023 excédentaire de 311 661,27€ est comptabilisé sur l'exercice 2024.

Les résultats 2023 sous contrôle des financeurs, excepté pour les activités sous CPOM Sanitaire, sont inscrits en report à nouveau, dans l'attente des conclusions des financeurs.

L'ARS services de l'offre médico-sociale ayant répondu début 2025 sur les comptes administratifs 2024, l'affectation définitive des résultats a été traitée sur l'exercice 2024.

Les résultats sous CPOM Sanitaire ainsi que ceux sous gestion libre sont affectés conformément aux décisions approuvées par l'Assemblée Générale de juin 2024.

Les fonds propres évoluent entre le 1/1/2024 et le 31/12/2024 à la baisse pour 769 208 € selon les principaux éléments suivants :

- Subventions d'investissements (issues de l'amortissement) : - 89 341 €
- Provisions réglementées (issues des plus-values de cession) : + 410 613 €
- Résultat déficitaire cumulé 2024 : - 1 124 530 €

4.2.2. Report à nouveau

NATURE DU REPORT A NOUVEAU	Solde en début d'exercice	Augmentation	Diminution	Solde fin d'exercice
Report à nouveau - sans droit de reprise				
Report à nouveau gestion libre	1 124 627	89 692	0	1 214 319
Dépenses refusées	-65 605			-65 605
Report à nouveau sous contrôle de tiers				
Report à nouveau	3 413 412	2 235 706	3 493 781	2 155 337
Charges rejetées	-18 709	0	0	-18 709
Charges dont la prise en charge est différée	-2 146 097	-208 542	29 614	-2 384 254
TOTAL	2 307 628	2 116 856	3 523 395	901 088

Le report à nouveau sans droit de reprise sous gestion libre comprend les activités du siège ainsi que celles de l'ESAT Commercial. L'augmentation concerne l'affectation des résultats 2023.

Les dépenses refusées sont inchangées sur l'exercice.

Le report à nouveau sous contrôle de tiers, est augmenté d'une partie des résultats 2022 et 2023. Il est diminué des affectations définitives faisant suite aux conclusions des financeurs sur les résultats antérieurs. Des retraitements sur les affectations en report à nouveau des mesures d'exploitations relatif aux résultats 2023 impactent également les augmentations et diminutions de l'exercice.

Le report à nouveau sous contrôle de tiers dont la prise en charge est différée correspond aux dépenses non opposables aux financeurs.

4.2.3. Résultats comptables, résultats effectifs et résultats administratifs des établissements

ETABLISSEMENT	Résultat comptable 2024	Reprise des années antérieures	Résultat effectif 2024		Résultat administratif à affecter 2024	Variation dette CP inopposable au financeur	Résultat administratif à affecter, retraité des CP
Afs	66 634,41	38 144,65	104 779,06		104 779,06	3 584,06	101 195,00
Cmpp	33 051,11		33 051,11		33 051,11	2 239,73	30 811,38
Dltep Sources et Vallées	-78 936,98	36 265,71	-42 671,27		-42 671,27	-5 338,51	-37 332,76
Eme l'Arbre	-172 520,70	81 820,54	-90 700,16		-90 700,16	-6 383,55	-84 316,61
Esat budget social	-126 139,65	182 298,92	56 159,27		56 159,27	16 819,13	39 340,14
Ime Decroly	-292 884,05	140 276,25	-152 607,80		-152 607,80	-7 098,26	-145 509,54
Ime PJA (dont équipe mobile expérimentale)	134 476,38	171 201,07	305 677,45		305 677,45	34 621,60	271 055,85
Impro	-108 907,20	178 786,32	69 879,12		69 879,12	-25 059,43	94 938,55
Itep PJA	-62 284,03	55 825,86	-6 458,17		-6 458,17	-10 159,62	3 701,45
Mas	-384 808,38		-384 808,38		-384 808,38	28 250,85	-413 059,23
Samsah oise - assurance maladie (dont PCPE, API, et PFR)	-155 703,58	236 000,75	80 297,17		80 297,17	17 213,36	63 083,81
Samsah somme - assurance maladie (dont PFR)	-66 829,62	158 579,68	91 750,06		91 750,06	657,25	91 092,81
Sessad Arbre (dont UEM)	-235 547,05	386 350,34	150 803,29		150 803,29	-5 758,32	156 561,61
Total CPOM médico-social	-1 450 399,34	1 665 550,09	215 150,75		215 150,75	43 588,29	171 562,46
ESSIP Grande précarité	-0,59		-0,59		-0,59	8 366,37	-8 366,96
SSIAD Personnes Agées	-117 095,60	24 060,00	-93 035,60		-93 035,60	-12 521,69	-80 513,91
SSIAD Personnes Handicapées	2 702,41	7 603,00	10 305,41		10 305,41	1 612,41	8 693,00
Total Hors CPOM médico-social	-114 393,78	31 663,00	-82 730,78		-82 730,78	-2 542,91	-80 187,87
Espic	168 123,93		168 123,93		168 123,93		168 123,93
Total CPOM sanitaire	168 123,93		168 123,93		168 123,93		168 123,93
Samsah oise- conseil départemental	30 106,85		30 106,85		30 106,85	-8 998,89	39 105,74
Samsah somme - conseil départemental	9 590,28		9 590,28		9 590,28	351,63	9 238,65
SAVS	27 256,93		27 256,93		27 256,93	197,58	27 059,35
Total Conseils Départementaux	66 954,06		66 954,06		66 954,06	-8 449,68	75 403,74
Total gestion contrôlée	-1 329 715,13	1 697 213,09	367 497,96		367 497,96	32 595,70	334 902,26
Esat budget commercial	81 242,97		81 242,97		81 242,97		81 242,97
Siège gestion libre	107 950,04		107 950,04		107 950,04	-1 356,39	109 306,43
Siège gestion réglementée	15 992,54		15 992,54		15 992,54	-4 663,68	20 656,22
Total gestion libre	205 185,55		205 185,55		205 185,55	-6 020,07	211 205,62
Total association	-1 124 529,58	1 697 213,09	572 683,51		572 683,51	26 575,63	546 107,88

4.2.4. Réserves pour projet de l'entité

Intitulé des projets	Montant début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Montant fin de l'exercice
Excédents affectés à l'investissement des autres établissements	2 889 345	381 121		3 270 466
Excédents affectés à l'investissement des établissements sous gestion contrôlée	12 471 416	1 172 598		13 644 014
Excédents affectés à la couverture du BFR	1 345 259		-1 000 000	345 259
Réserve de compensation des déficits	2 473 181	830 700	-794 588	2 509 294
Réserve de compensation des charges d'amortissements	3 390 127	1 106 515		4 496 642
TOTAL	22 569 329	3 490 934	-1 794 588	24 265 676

4.2.5. Tableau des provisions pour risques et charges

Nature des provisions	Solde en début d'exercice	Dotation	Reprise	Solde en fin d'exercice
Provisions pour risques	135 871	50 000	90 917	94 954
Provisions pour pensions et obligations similaires				
> Provision Indemnité Fin de Carrière	2 907 516	39 102	111 389	2 835 229
Provisions pour grosses réparations	0			0
Autres provisions pour charges	30 000			30 000
TOTAL	3 073 387	89 102	202 306	2 960 183

Les provisions sont relatives à :

- **Un risque de reprise de produits** sur crédits non reconductibles attribués en 2020 sur le pôle sanitaire au titre d'une perte en recette du titre 2, pour 44 954 €,
- **Un risque de paiement pour charges** sur affaire prud'homale née en 2024 pour 50 000 €,
- **Une provision pour charge de notre engagement retraite.** Depuis l'exercice 2018, l'association a fait le choix de provisionner son engagement retraite à l'égard de ses salariés. Celle-ci conduit à une meilleure information financière et est considérée comme une méthode préférentielle par le Plan comptable général (PCG). Ainsi, nous inscrivons la variation annuelle chaque année dans les comptes. Cette valorisation s'élève à 2 835 229 € à la fin de l'exercice 2024.
- **Une autre provision pour charges** pour grosse réparation au CPR (réfection des escaliers) pour 30 000 €.

4.2.6. Tableau de suivi des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	report	Utilisations		Transferts au compte de résultat	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESSMS							
Equipement numérique (ARS CPOM MS) - année 2020	244 878				35 857	209 020	
Soutien à l'investissements à la MAS Villa Samahra (ARS CPOM MS) - année 2022	42 214				6 915	35 300	
Projets des systèmes d'information du programme HO'PEN (ARS SANTE) - année 2022	63 135				9 019	54 116	
Aide au démarrage Extension 2 places ESSIP (ARS Prévention), au titre de l'année 2024	0	5 733				5 733	
CNR Hôpital de jour Adolescents à Senlis (ESPIC) de l'ARS HDF, au titre de l'année 2024	0	259 857				259 857	
Surcoûts COVID19 Masques montant forfaitaire (ARS CPOM MS), au titre de l'année 2020	5 498		270			5 228	
Fonds d'intervention régional (FIR) au titre des actions Habitats inclusifs PH - année 2020 et 2021	86					86	
Soutien à la mise en place des Plateformes de répts PH - année 2021	228 700		66 197			162 503	
Formation TSA CAMSP - CMPP - Année 2021	16 195					16 195	16 195
Prise en charge auto-test pour le personnel - Etablissements du CPOM MS - Année 2021	14 419		58			14 361	
Situations individuelles - PCPE - Année 2021	885		885			0	
Prise en charge du reste à charge des tests de dépistage - Etablissements du CPOM MS - Année 2021	19 114					19 114	19 114
FIR Crédits de fonctionnement Maison des adolescents (MDA) à Montataire (ARS SANTE) - année 2022 et 2024	144 052	26 081				170 132	
FIR Adaptation de soins en psychiatrie EMA (ARS SANTE) - Année 2022 et 2023	165 344		48 096			117 248	
CNR de ARS CPOM MS Certification Cap Handéo - année 2022	54 000					54 000	54 000
CNR de l'ESSIP à Dury (ARS HDF) - année 2022	94 848		12 460			82 388	
CNR de ARS CPOM MS pour de la Formation: organisation d'évènements pour les aidants (PFR) - année 2022	189		189			0	
CNR ARS CPOM MS pour financer les solutions vacances adaptées et solutions de relayage à domicile pour aidants et aidés des PFR PH - année 2023	3 364		2 720			644	
CNR ARS CPOM MS pour financer la certification Cap Handéo - année 2023	20 000					20 000	
CNR ARS CPOM MS pour financer des formation par des contrats d'apprentisgae au sein des ESMS - année 2023	30 000					30 000	
CNR ARS CPOM MS pour financer un livret d'accueil digital dans le cadre de la QVT - année 2023	20 640					20 640	
CNR ARS ESSIP Aide démarche CPOM et QVT - année 2023	205 564					205 564	
CNR Accueil aide soignant ESSIP (ARS prévention) - année 2024	0	16 327				16 327	
CNR ARS PFR - année 2024	0	2 000				2 000	

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	report	Utilisations		Transferts au compte de résultat	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subvention d'exploitation							
DRAC - Culture santé - Programme circulations 2024-2025 à l'impro - Année 2024	0	9 000				9 000	
Qualité de vie au travail (ARS) versement 2019	23 786		10 213			13 573	
Crédits Non Reconductibles dans le cadre du DITEP -actions de formations (ARS), versement 2019	3 335		3 335			0	
Etude Nationale de Coûts ENC SERAFIN PH, versement 2019 (ATIH)	14 184		10 979			3 205	
Sensibilisation aux notions de rétablissement en santé mentale ARS HDF - Année 2022	376		376			0	
Accompagnement à la transformation - ESPIC - Année 2023 et 2024	40 175	841				41 016	
Création et hébergement d'un site internet Maison des adolescents - MDA - Année 2023	1 960		1 960			0	
Région Somme DDETS - Favoriser l'insertion au logement - DAMIL - Année 2023	2 002					2 002	
ARS HDF - Création équipe mobile SIAO (évaluation et accompagnement vers le logement) - Année 2023 et 2024	150 000	75 558				225 558	
Conseil départemental - CNSA Soutien aux aidants de personnes handicapées - Année 2024	0	14 909				14 909	
ARS HDF - CNR SSIAD - Tensions RH - Année 2024	0	214				214	
ARS HDF - PFR Oise - Facilitateur choix de vie - Année 2024	0	28 252				28 252	
ARS HDF - Mesures d'exploitations Transformation de l'offre (CPOM MS) - Année 2024	0	1 104 653				1 104 653	
ARS HDF - FNAVDL - Année 2024	0	27 771				27 771	
ARS HDF - PCPE - Année 2024	0	35 919				35 919	
Un autre regard - Emploi accompagne - - Année 2024	0	103 359				103 359	
ARS HDF - PFR60 - Année 2024	0	46 572				46 572	
ARS HDF - PFR80 - Année 2024	0	58 330				58 330	

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	report	Utilisations		Transferts au compte de résultat	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contributions financières d'autres organismes							
Prix georges Truffaut, MAS Villa Samahra, année 2020	3 000					3 000	3 000
Décathlon fondation, MAS Villa Samahra, année 2020	1 000					1 000	1 000
OETH, aide au poste, année 2019 et 2021 et 2023	7 304		950		320	6 034	
AG2R, projet Venette, année 2020	25 928					25 928	25 928
Malakoff humanis, projet Venette, année 2020	29 665				9 988	19 677	
IRCEM, projet Venette, année 2020	22 020		5 508			16 511	
Société ADVENIR - Bornes de recharges pour véhicules électriques - Année 2021	3 459				500	2 959	
MIC Réseau santé solidaire - Participation au financement des travaux sur huisseries et isolation toiture ITEP - Année 2021	42 543				2 354	40 189	
Mairie de Thiers sur theve, Don relais cité - CPR, année 2021	1 535					1 535	1 535
Don manuel de Huntington espoir pour la MAS - année 2022 et 2023	3 106					3 106	3 106
Don manuel de la Fondation l'Oréal -année 2022 et 2024 (Api et PJA Nelge)	1 888	2 500	1 888			2 500	
Association Messidor - Job Coach - Esat Passage Pro -année 2024	0	25 500				25 500	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	1 750 392	1 843 375	166 085	0	64 953	3 362 729	123 878

4.2.7. Etat des dettes

DETTEs	Montant brut	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 an au plus	à plus d'un an et jusqu'à 5 ans	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (y compris ICNE) (1)	8 022 159	443 104	1 579 605	5 999 450
Emprunts et dettes financières divers (1)	0	0		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 204 851	1 442 487		762 365
Dettes fiscales et sociales	5 016 575	5 016 575		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	45 680	45 680		
Autres dettes	104 884	104 884		
Produits constatés d'avance	115 007	115 007		
TOTAL	15 509 157	7 167 738	1 579 605	6 761 815

(1) Montant :

- Emprunts souscrits en cours d'exercice 0 €
- Emprunts remboursés en cours d'exercice -389 878 €

4.2.8. Détail des charges à payer

Détail des charges à payer	Montants
1) Fournisseurs, factures non parvenues	
sur exploitation	199 549
sur bail OPAC - MAS Villa Samahra	145 887
sur bail OPAC - à Venette	616 478
2) Personnel	191 321
3) Organismes sociaux	1 316 785
4) Taxes dues sur les rémunérations	163 604
5) Dettes concernant les congés payés	1 635 800
6) Autres charges à payer	0
TOTAL	4 269 423

4.2.9. Détail des produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 115 007 € au 31/12/2024.

Ils correspondent :

- au remboursement du crédit de TVA obtenu sur le loyer l'ITEP Internat, pour les 35 années à venir (2025 à 2059), ce qui correspond à la durée restante du bail emphytéotique,
- à un CNR attribué pour le SSIAD Amiens Santé pour l'accès au numérique.

5. Informations relatives au compte de résultat

5.1. Présentation du compte de Résultat

Présentation du compte de résultat	Exercice 2024	Exercice 2023
Produits d'exploitation	43 781 110	41 767 258
Utilisation des fonds déiés	678 903	368 284
Total des produits d'exploitation	44 460 012	42 135 543
Charges d'exploitation	43 017 738	41 376 095
Report en fonds dédiés	2 291 240	535 518
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Total des charges d'exploitation	45 308 978	41 911 613
Résultat d'exploitation	- 848 966	223 930
Résultat financier	210 121	210 060
Résultat exceptionnel	- 391 184	- 44 162
Impôt sur les bénéfices	- 94 501	- 78 166
Excédent ou Déficit	- 1 124 530	311 661

5.2. Présentation des produits d'exploitation

Produits d'exploitation	Exercice 2024	Exercice 2023
Cotisations	150	60
Ventes de biens et services/ventes de marchandises	1 417 193	1 341 109
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
dont ventes de biens relatives aux activités SMS		
Ventes de prestations de services	1 417 193	1 341 109
dont parrainages		
dont ventes de prestations relatives aux activités Sociales ou Médico-Sociales (SMS)	1 366 820	1 304 093
Produits de tiers financeurs	40 919 710	39 184 969
Concours publics et subventions d'exploitation	40 919 710	39 184 969
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS	33 412 498	37 824 120
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public	2 670	2 862
dont dons manuels	2 670	2 862
dont mécénats		
dont legs, donations et assurances vie	-	-
Contributions Financières	203 359	100 000
Reprises des amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	215 897	202 843
Utilisations des fonds dédiés	678 903	368 284
Autres produits	1 022 131	935 415
Total des produits d'exploitation	44 460 012	42 135 543

5.3. Détail des produits d'exploitation

Le tableau ci-après présente le détail des produits par type d'activité. Le médico-social comprend l'activité commerciale de l'ESAT. La gestion libre comprend le Siège de l'association ainsi que les dispositifs financés par subventions.

Produits d'exploitation	Total	médico-social dont BPAC	sanitaire	gestion libre
Cotisations	150	-	-	150
Ventes de biens et services/ventes de marchandises	1 417 193	1 262 508	32 016	122 669
Ventes de biens		-		
dont ventes de dons en nature		-		
dont ventes de biens relatives aux activités SMS		-		
Ventes de prestations de services	1 341 109	1 186 425	32 016	122 669
dont parrainages		-	-	-
dont ventes de prestations relatives aux activités Sociales ou Médico-Sociales (SMS)	1 366 820	1 244 151		122 669
Produits de tiers financeurs	40 919 710	32 901 056	7 507 212	511 442
Concours publics et subventions d'exploitation	40 919 710	32 901 056	7 507 212	511 442
dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités SMS	33 412 498	32 901 056		511 442
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	-	-	-	-
Ressources liées à la générosité du public	2 670	-	-	2 670
dont dons manuels	2 670	-	-	2 670
dont mécénats	-	-	-	-
dont legs, donations et assurances vie	-	-	-	-
Contributions Financières	203 359	203 359	-	-
Reprises des amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	215 897	111 069	104 828	-
Utilisations des fonds dédiés	678 903	467 081	189 592	22 229
Autres produits	1 022 131	1 018 007	3 124	1 000
Total des produits d'exploitation	44 460 012	35 963 080	7 836 773	660 160

5.4. Détail des financements publics

Financements publics	Total 2024	Assurance maladie	Département Oise	Département Somme	Etat	Autre
Concours publics	39 474 502	38 683 059	645 543	145 900	-	-
Subventions d'exploitation	1 445 208	1 075 995	259 213	-	50 000	60 000
Subventions d'investissements	-	-	-	-	-	-
Total	40 919 710	39 759 054	904 756	145 900	50 000	60 000

5.5. Contributions volontaires en nature

Néant

5.6. Engagements hors bilan

5.6.1. Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
a) intérêts restant à courir sur emprunt auprès des établissements de crédit	
part à moins d'un an	227 348
part à plus d'un an et moins de 5 ans	790 401
part à plus de 5 ans	1 399 804
b) engagements de crédit-bail (redevance restant à payer)	0
Bail OPAC pour la MAS Villa Samahra	13 543 752
Bail OPAC de Venette	12 641 961
c) cautions données	0
TOTAL	28 603 266

Engagements reçus	Montant
a) cautions reçues	0
	0
	0
TOTAL	0

5.6.2. Dettes garanties par des suretés réelles

Dettes garantie	Nature de la garantie	Montant
Prêt caisse des dépôts et consignation, pour une Extension bâtiment ITEP internat et SESSAD SV à Thourotte	Cautiun simple à hauteur de 100% par le Crédit coopératif	1 200 000
Prêt caisse des dépôts et consignation, pour une construction de l'ITEP centre de jour à Longueil Annel	Cautiun simple à hauteur de 100% par le Crédit coopératif	2 450 000
Prêt caisse des dépôts et consignation, pour une construction de l'IMPRO aux Ageux	Cautiun simple à hauteur de 100% par le Crédit coopératif	4 250 000
Prêt Crédit coopératif, pour des travaux d'extension/rénovation de l'IME DECROLY à Crépy-en-Valois	Cautiun simple à hauteur de 30% par la Compagnie Européenne de Garantie	1 300 000
Prêt Crédit coopératif, pour des travaux d'extension/rénovation de l'IME DECROLY à Crépy-en-Valois - complément de l'année 2023	Délégation de créance à hauteur de 30% du capital restant dû du contrat de capitalisation souscrit auprès de la Compagnie SWISSLIFE	1 000 000
	TOTAL	10 200 000

5.6.3. Tableau de suivi des legs et donations

Néant

5.7. Informations relatives aux contrats de crédit-bail

L'association n'a pas de contrat de crédit-bail en cours.

5.8. Effectif moyen :

	ETP	
Equivalent temps plein	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	108,67	16,00
Non cadres	436,00	0,00
TOTAL	544,67	16,00

Le personnel mis à disposition correspond aux enseignants de l'éducation nationale.

5.9. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes portés au compte de résultat de l'exercice sont de 45 876 € (PCG art 833-14, L 820-3 du code de commerce).

5.10. Informations sur les rémunérations des dirigeants

Les rémunérations des 3 plus hauts cadres dirigeants visés à l'article 20 de la loi N°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif bénévoles ou salariés : Il s'agit du Président, du Vice-président et du Trésorier. Ils sont bénévoles et ne perçoivent aucune rémunération ni avantage nature.